

François Bayrou, François Hollande et, pour Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé ont répondu aux questions de Jacques Attali pour la présidentielle de 2012

Candidats, répondez leur demande Jacques Attali dans un livre publié chez Fayard, avec des questions décalées comme les aime l'ancien conseiller de François Mitterrand. Dette, gouvernement d'union nationale, sous-marins nucléaires, financement des études, privatisations/nationalisations ou addictions: interrogés par L'Express, François Hollande, François Bayrou et, pour Nicolas Sarkozy, Jean-François Copé répondent.

Où trouver, en trois ans au plus, les 90 milliards nécessaires pour maîtriser la dette publique et retrouver une autonomie de décision?

François Hollande: Le quinquennat qui s'achève aura été marqué par un dérapage sans précédent des finances publiques. Le déficit public est supérieur à 100 milliards d'euros depuis trois ans et la dette a augmenté de plus de 500 milliards d'euros. Il y a la crise, il y a aussi le résultat d'une gestion hasardeuse et injuste! Je fais du redressement budgétaire de la France une priorité pour reconquérir notre souveraineté face aux marchés. Nous nous donnerons les moyens de rétablir l'équilibre des finances publiques sur la durée du quinquennat. Aller plus vite menacerait la croissance. Nous y parviendrons grâce à un effort équilibré entre augmentation des recettes et réduction des dépenses.

En recettes, j'engagerai une vaste réforme fiscale avec notamment:

- la fusion IRPP-CSG ;
- le plafonnement des niches fiscales ;
- la lutte contre la fraude fiscale ;
- le plafonnement de la déductibilité des intérêts d'emprunts de l'imposition sur les sociétés ;
- la suppression des exonérations TEPA sur les heures supplémentaires.

En dépenses, l'Etat devra faire preuve d'exemplarité, les aides inutiles seront supprimées et une meilleure organisation sera recherchée par des redéploiements. Les effectifs de la fonction publique seront stabilisés.

Il importera de contenir l'augmentation des dépenses de sécurité sociale, notamment d'assurance-maladie, par une organisation efficace de notre système de santé. Je proposerai également un pacte budgétaire aux collectivités locales qui, en contrepartie de leur participation à l'effort de redressement budgétaire, leur apportera des garanties et une prévisibilité de financement sur leurs principales compétences. J'engagerai un nouvel acte de décentralisation.

François Bayrou : Entre le 1er juillet 2012 et la fin 2015, il faut que la France retrouve l'équilibre de ses comptes publics. Nous avons donc quarante mois pour réaliser cet objectif, et en même temps pour entraîner la renaissance du "produire en France". Aujourd'hui, les recettes publiques vont approcher les 1000 milliards, dont 920 en prélèvements obligatoires. La dépense publique approche 1 100 milliards. Il faut donc trouver 100 milliards pour revenir à l'équilibre, pour autant que les taux d'intérêt n'exploient pas... Je propose deux principes :

- Partage de l'effort, de l'ordre de moitié en dépenses et moitié en recettes. Pour l'essentiel, les économies en dépenses demandent des réformes d'organisation de l'État. Les montants à en attendre seront donc plus tardifs que les montants provenant des recettes. La répartition entre nouvelles recettes et économies de dépenses sera donc forcément progressive.
- Répartition de l'effort sur les trois années et demi: 10 milliards en 2012, 30 milliards chacune des trois années suivantes.

Il y aura un train d'économies immédiates, exemplaires et symboliques, dans le train de vie de l'État, par exemple rémunération du président et des ministres, train de vie de l'Élysée et du gouvernement. Ces économies ne sont pas à mesurer seulement par leurs montants, mais en exemplarité: elles montreront le choix d'un État et d'une puissance publique plus sobre et plus économe des fonds publics, qui sont ceux des citoyens.

Les recettes nouvelles proviendront d'abord d'efforts demandés aux plus favorisés (tranche marginale actuelle portée de 41 % à 45 %, et tranche supplémentaire pour les revenus super-élevés à 50 %). La TVA est l'impôt sur lequel l'effort le plus modéré est le plus productif. Les niches fiscales devront être soit plafonnées, soit "rabortées", soit pour un certain nombre d'entre elles supprimées (défiscalisation des heures supplémentaires).

Les économies proviendront de réorganisations profondes au sein de la société (équilibre à long terme des régimes sociaux), de l'État, de programmes superflus supprimés, d'un pacte de modération conclu avec les collectivités locales, d'un nouvel accord national pour le redressement du pays négocié avec les partenaires sociaux, portant par exemple sur l'organisation et le temps de travail. Pour favoriser le "produire en France", la question des charges concentrées sur le travail devra être posée.

Jean-François Copé: Notre engagement est clair: avec l'UMP, la France sera à l'équilibre en 2016. Grâce aux réformes conduites par le président de la République (réforme des retraites, non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux...), la dette a moins augmenté en France que dans la plupart des pays développés. L'enjeu du prochain quinquennat, c'est d'amplifier les efforts. Pas pour faire plaisir aux agences de notation ou aux marchés. Mais pour garantir notre souveraineté financière. La crise de la dette est le révélateur d'un changement d'époque. Dans le nouveau monde qui naît, si nous voulons garder la maîtrise de notre destin, il faut changer notre modèle de croissance, qui est adossé depuis une trentaine d'années sur la consommation intérieure, stimulée par la dépense publique. Il faut dépenser moins et produire davantage en France, en misant sur la qualité, la formation, l'innovation, l'export.

Le plan annoncé par le gouvernement à l'automne permet le retour à l'équilibre en 2016: poursuite du non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la fonction publique d'État, contribution supplémentaire de 3 % sur les très hauts revenus, application anticipée de la réforme des retraites, etc. Dans le même esprit, le projet de l'UMP coûte zéro euro supplémentaire: toute nouvelle dépense est compensée par une baisse de dépense au moins équivalente. C'est ainsi que nous préserverons l'avenir des enfants de France.

Faudra-t-il, et dans quelles circonstances, former un jour un gouvernement d'union nationale?

François Hollande: La France dispose d'institutions solides, et d'une culture de l'alternance. Un gouvernement de gauche aura la possibilité de montrer son efficacité si la majorité qui le soutient est claire et l'opinion derrière lui. L'union nationale n'a pas lieu d'être: son échec favoriserait les extrêmes, et son existence ne permettrait guère de travail efficace entre les partis, dont les différences sont plus grandes que ce que certains essaient de faire croire.

A mon sens, l'union nationale ne peut se justifier qu'en cas de menaces graves sur la sécurité nationale, ou d'une expression extérieure. Nous n'en sommes pas là!

François Bayrou: L'unité nationale (je préfère ce mot) est une obligation. Il est impossible d'obtenir les changements que la situation du pays impose dans le climat de guérilla perpétuelle et ridicule qui oppose, du parlement jusqu'à la plus petite commune, les deux partis qui se partagent le pouvoir depuis trois décennies et sont coresponsables de notre déclin.

Il faut donc une démarche politique nouvelle, qui rassemble les volontés, un nouveau président et une majorité nouvelle, centrale et ouverte, au service exclusif du redressement de la France. Ce choix ne peut être imposé que par la volonté des électeurs au moment de l'élection présidentielle.

J'ajoute que ce changement devra être plus large que le seul changement de notre vie politique: les relations sociales au sein de l'entreprise, par exemple, doivent évoluer elles aussi pour que la France s'en sorte. Ce sera une des conséquences du choix des Français au mois de mai.

L'"union sacrée" aurait du sens à condition de reposer sur une ligne stratégique claire, qui préserve les intérêts supérieurs du pays. Mais avec qui? (Copé)

Jean-François Copé: L'union nationale, c'est le rassemblement du peuple français face à des circonstances d'une gravité exceptionnelle. L'"union sacrée" aurait du sens à condition de reposer sur une ligne stratégique claire, qui préserve les intérêts supérieurs du pays. Mais avec qui? Le PS veut revenir sur toutes les réformes, à commencer par celle des retraites. Ses propositions sont chiffrées à 255 milliards d'euros de dépenses supplémentaires. Avec les Verts, François Hollande est prêt à brader nos intérêts: indépendance énergétique ou agricole, croissance industrielle... Quant au FN, il est hors de question de s'allier avec ce mouvement qui cultive la division et l'exclusion, et dont la politique économique, avec la sortie de l'euro, mènerait les Français les plus modestes à la ruine.

Faut-il mettre en chantier une nouvelle génération de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins pour remplacer les actuels, bientôt obsolètes, ou renoncer à cette composante de la dissuasion nucléaire?

François Hollande: La dissuasion nucléaire demeure la garantie fondamentale de notre sécurité et, donc, de notre indépendance. Je ne baisserai pas la garde au moment où de nouvelles puissances semblent désireuses de s'affirmer au moyen de l'arme nucléaire.

La France termine actuellement le renouvellement des deux composantes de la dissuasion. Quatre sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de nouvelle génération ont été mis en service entre 1997 et 2010, et le nouveau missile Air-Sol moyenne portée amélioré vient d'entrer en service. Nos moyens nucléaires ne sont donc pas obsolètes, loin de là! Renoncer unilatéralement à l'une des composantes de notre dissuasion serait inopportun sur le plan stratégique et incohérent sur le plan budgétaire, puisque les dépenses de développement de ces nouveaux moyens sont maintenant terminées. La possession de l'arme atomique crée avant tout pour la France des responsabilités et des devoirs sur la scène internationale, et elle va de pair avec des efforts de désarmement. C'est parce qu'elle respecte pleinement ses obligations de puissance nucléaire que la France est fondée à combattre sans faiblesse et sans concession ceux qui, dans le monde, ont engagé des programmes dangereux pour sa stabilité.

François Bayrou: Le président de la République est chef des armées. Tant que l'action internationale de renoncement aux armes nucléaires (que je soutiendrai) n'a pas abouti, il est de sa responsabilité de garantir notre sécurité. Ma conviction, aujourd'hui, est que la composante sous-marine est complémentaire de la composante aérienne et, d'une certaine manière, en assure aussi la sécurité. Je ne crois pas que les sous-marins soient tous obsolètes (les plus récents ont 8 ans!). En tout état de cause, ma responsabilité sera d'assurer que tant qu'il y aura des menaces, la France ne baissera pas la garde et que sa dissuasion restera crédible.

Jean-François Copé: Je suis convaincu que la dissuasion nucléaire est un atout stratégique majeur que nous devons conserver pour notre pays. Elle garantit le rayonnement de notre pays, son indépendance et la protection des Français. Il n'est pas question de remettre en cause cette dissuasion. Nous ne sommes pas de ceux, comme le PS et les Verts, qui sont prêts à brader nos atouts stratégiques comme notre siège de membre permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Je

rappelle que la France dispose d'une industrie nucléaire d'excellence que le monde nous envie. La composante océanique de la dissuasion nucléaire vient d'être remise entièrement à neuf (mise en service de 4 sous-marins nucléaires lanceurs d'engins type Le Triomphant). La durée de vie de ces systèmes d'armes qui assurent 90% de la dissuasion française est d'une trentaine d'années.

La Marine nationale participe aussi à la dissuasion avec les missiles air-sol emportés par les Rafale à bord du Charles de Gaulle. Ce système d'armes, commun avec celui de l'armée de l'Air, vient aussi d'être modernisé. Il n'y a donc pas de besoin immédiat de construction. En revanche, il faut continuer les efforts de recherche et du développement pour préparer l'avenir. La défense ne peut pas être la variable d'ajustement budgétaire.

Que faut-il nationaliser ou privatiser?

François Hollande: Les contraintes associées à la situation des finances publiques ne doivent pas pousser l'Etat à renoncer à toutes ses participations, en les vendant pour réduire quelque peu sa dette, mais plutôt favoriser l'évolution vers un Etat stratège. Ainsi, l'Etat ne doit pas se désengager des secteurs stratégiques, porteurs de croissance; il doit, en revanche, trouver de nouvelles sources de financement pour contribuer à leur essor. A cet égard, je souhaite la création d'une Banque publique d'investissement, chargée de prendre des participations dans les activités stratégiques et les filières industrielles d'avenir, ainsi que l'émission d'eurobonds destinés à financer les investissements du futur et les champions industriels de demain.

François Bayrou: "Nationaliser" ne me paraît guère de saison, l'État n'en a plus les moyens. Peut-être y serons-nous contraints, à notre corps défendant, en cas de catastrophe (par exemple dans certains secteurs du système bancaire)... En vérité, il aurait fallu y réfléchir à deux fois avant de prendre des décisions de privatisation aventurées, par exemple lors de la privatisation de Dexia, ou des autoroutes. Mais "nationaliser" ne peut être qu'un dernier recours. En revanche il nous faudra de nouveaux outils pour l'action publique, par exemple pour aider à la reconquête du "produire en France".

Jean-François Copé: Nous n'allons pas établir de liste pour trier les entreprises. Le choix que nous faisons, c'est celui d'optimiser les participations de l'État, comme le ferait n'importe quel investisseur. Mais l'État a également un rôle stratégique à assumer. Il y a des avantages pour la puissance publique à posséder des participations dans des entreprises stratégiques comme EDF, GDF-Suez ou Safran. C'est pour cela qu'avec l'UMP, nous proposons de créer un fonds d'investissement pour les entreprises de souveraineté, pour continuer à investir.

Mais il y a aussi une responsabilité, celle de détenir des services quand ils sont jugés d'utilité publique, comme La Poste ou la SNCF. Enfin, les actifs de l'État sont aussi des sources de revenu: l'État perçoit près de 4 milliards d'euros par an sur l'ensemble de ses participations. Cela n'est pas négligeable. Le débat sur les participations de l'État doit être posé sereinement: il n'y a pas d'un côté les vilains, à droite, qui privatisent et de l'autre les gentils, à gauche, qui nationalisent. Jamais un gouvernement n'a autant privatisé que celui de Lionel Jospin!

Faut-il, et comment, tenter de contenir ou de favoriser l'augmentation de la population du pays?

François Hollande: La France bénéficie d'une démographie dynamique: l'indice de fécondité est supérieur à deux enfants par femme, et la croissance de la population fera de notre pays, en 2060, la nation la plus peuplée de l'Union européenne. Cette démographie dynamique constitue un atout, notamment en matière de croissance, de compétitivité et de financement des retraites, que ne vient altérer aucune difficulté en termes de qualité de vie.

La politique familiale, qui joue un rôle clé en matière de natalité, doit donc être renforcée, en veillant notamment à garantir la compatibilité entre vie professionnelle et vie de famille. Je propose donc notamment de mettre en place un véritable service public de la petite enfance.

Quant à l'immigration, elle doit être maîtrisée. Mais je suis particulièrement attentif à l'accueil des étudiants étrangers qui peuvent être un atout dans la compétition mondiale.

François Bayrou: Nos enfants sont notre force, peut-être la plus considérable. Il faudra animer la vie du pays, son activité, assurer les retraites des générations nombreuses, et le rayonnement de la France. Notre politique familiale doit être soutenue et elle est exemplaire dans le monde. Je la défendrai et l'améliorerai.

Jean-François Copé : L'augmentation de la population est un facteur de dynamisme majeur pour un pays. Le taux de fécondité français est aujourd'hui de 2,01 enfants par femme. C'est l'un des plus élevés d'Europe. Les Français montrent leur capacité à se projeter positivement dans l'avenir. Je suis très attaché à la politique familiale conduite par notre majorité à travers l'accompagnement de la maternité, les aides financières ou le développement des structures d'accueil du jeune enfant -à l'issue du quinquennat, nous aurons 200 000 places d'accueil supplémentaires. Nous défendons une politique familiale universelle, qui soutient toutes les familles, à l'opposé de la gauche qui veut la remettre en cause au profit d'une politique sociale. Notre politique familiale permet en effet de favoriser une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, de prendre en compte la diversité des structures familiales existantes et de privilégier l'intérêt supérieur de l'enfant. Elle est, d'ailleurs, un exemple pour d'autres pays européens, notamment l'Allemagne.

Faut-il faire financer, au moins en partie, leurs études universitaires par les étudiants?

François Hollande: L'égalité est une des valeurs clés de la République, et les étudiants doivent, tous, avoir les moyens de réussir. Je propose, à cet effet, la création d'une allocation d'étude (les bourses étudiants) sous condition de ressources dans le cadre d'un parcours d'autonomie. Je note, en effet, que les coûts associés aux études contraignent déjà certains étudiants à travailler quasiment à plein-temps en parallèle: selon une étude de l'Observatoire de la vie étudiante, "aujourd'hui, 15 à 20% des étudiants sont obligés d'exercer une activité salariée trop importante pour réussir leur scolarité". L'alternative qui consiste à faire financer par les étudiants une partie de leurs études risquerait d'entraîner les jeunes dans le cycle infernal de la dette (surtout en période de chômage des jeunes diplômés), dont on perçoit les effets aux Etats-Unis, où la dette des étudiants, largement insolvable, dépasse les 1 000 milliards de dollars.

François Bayrou: Le modèle républicain français, à la différence des pays qui nous entourent, est que l'essentiel de la formation scolaire et universitaire est assuré à partir de l'impôt. C'est une des raisons principales qui explique notre taux de dépenses publiques plus important que nos voisins. Et ce n'est pas de l'argent jeté! La France doit l'assumer: c'est un investissement pour l'avenir.

Ne pas croire que cela ne coûte rien aux familles! Lorsque vos enfants font leurs études dans d'autres régions, il faut assurer le logement, la vie quotidienne, les fournitures, les livres, etc. C'est souvent très lourd. Dans le cadre de cet effort, pour aider les étudiants à financer leurs études, je proposerai une mesure nécessaire pour l'école et utile pour eux, de participation active au soutien scolaire (aide aux devoirs, présence auprès des élèves, etc.), moyennant indemnisation.

Jean-François Copé: Nous avons les frais d'inscription universitaire en France parmi les plus faibles d'Europe. Mais la question du financement des études reste majeure pour les étudiants et leurs familles. Je crois en l'égalité des chances, alors que le PS prétend assurer l'égalité réelle par l'assistantat. C'est pourquoi le quinquennat de Nicolas Sarkozy a fait le pari de l'enseignement supérieur et de la recherche. Avec la réforme des universités, que la gauche a combattue. Avec une

hausse de 25 % du nombre d'étudiants bénéficiant de bourses sur critères sociaux. Avec le dixième mois de bourse. Notre ambition est de poursuivre dans cette logique afin de préparer l'avenir des enfants de France. La France ne peut demeurer attractive et ne pourra créer les emplois de demain qu'en ayant des universités compétitives à l'échelle mondiale.

Faut-il interdire l'usage et le commerce de substances légales addictives et mortelles (tabac, alcool, produits sucrés) ou autoriser celles que la loi prohibe (haschich, cocaïne, etc.)?

François Hollande: Tout en maintenant l'interdit des drogues, il faut adosser la sanction à une prise en charge thérapeutique de l'usager, sans laquelle la pénalisation restera vaine.

Pour le tabac, il faut maintenir la dissuasion financière dès lors que la consommation, comme celle de l'alcool, entraîne des conséquences graves de santé.

Enfin, je suis conscient de l'ampleur prise par l'obésité précoce à cause des produits gras et sucrés. Là aussi, la prévention et l'encadrement de la publicité seront nécessaires.

François Bayrou: Je ne mets pas sur le même plan "produits sucrés" et cocaïne, par exemple. Pour moi, les addictions, notamment aux produits psychotropes qui altèrent la perception de la réalité, doivent être traitées d'abord sous l'angle de la santé publique. Une politique publique de prévention, d'éducation, de soins serait plus efficace que toute autre pour combattre les fléaux sociaux que sont ces diverses formes de dépendance. Il faut évidemment lutter sans faiblesse contre les trafiquants qui mettent en exploitation ces dépendances.

Jean-François Copé: Ne mélangeons pas tout! Mettre sur le même plan l'alcool, la cocaïne et le sucre, c'est un non-sens. L'alcool, le tabac, les produits sucrés ou salés relèvent de la prévention pour éviter les consommations abusives.

En revanche, je suis totalement hostile à la dépénalisation de toutes les drogues. Quand j'entends que les Verts ou le PS entendent légaliser ou dépénaliser le cannabis ou les salles de shoot, je suis effaré par leur irresponsabilité. Croire que les jeunes seront assez naïfs pour se laisser berner par ce discours démagogique, c'est faire peu de cas de leur bon sens et prendre des risques inconsidérés en termes de santé publique! Les études montrent que l'interdiction du cannabis reste un frein majeur à la consommation. A l'UMP, nous assumons une politique cohérente de fermeté et de prévention pour protéger les Français, en particulier nos jeunes.